

VIOLENCE OU RÉSIGNATION...

«Cher camarade,

Il a paru, dans le dernier numéro des Temps nouveaux, un article intitulé «Carmaux», qui me semble mériter quelque critique. A mon avis, son auteur s'est placé à un point de vue superficiel, et plus propre à mettre obstacle qu'à aider à l'expansion de la vérité anarchiste.

L'article en question, autant que je le comprends, critique, sur deux points, les procédés mis en pratique par les grévistes de Carmaux.

Il s'en prend d'abord à la popularité excessive des députés socialistes qui ont pris un rôle actif dans la grève en s'adressant au public, en excitant leur parti et même tous les partis des travailleurs, à venir en aide à leurs camarades de Carmaux. Le second point concerne l'attitude pacifique, «légale» des grévistes et de leurs meneurs, l'absence d'initiative individuelle de la part des grévistes, ou de quelque signe manifestant leur désir d'exproprier le capitaliste par la violence.

Qu'est-ce qu'une grève, sinon une préparation, un commencement à la révolution que nous désirons tous? Sa cause n'est-elle pas essentiellement économique? A mon avis, quand les députés prennent part à une bataille essentiellement économique, c'est qu'ils reconnaissent l'importance de cet aspect du conflit social, et en cela ils sont d'accord avec nous. Par leur action, il faut aussi reconnaître qu'ils sont des instruments précieux pour développer grandement l'esprit de solidarité parmi les travailleurs. Cette solidarité, qui doit convenir à chaque anarchiste-communiste, est absolument indispensable pour que les travailleurs arrivent à la conquête de leurs droits économiques.

Il est vrai, sans doute, qu'en même temps les députés mettent en relief l'importance de leur action politique; mais, étant donnée la nature du conflit, cet inconvénient n'est pour le moment que secondaire. Si, dès leur premier mot, ils ne s'empressaient pas d'exposer ce fait que Ressaygues fait de son mieux pour affamer les travailleurs qui ne veulent pas être ses esclaves, leur importance politique se réduirait en vérité à peu de chose.

Une grève est une bataille - et une bataille combien inégale! toute la force gouvernementale, - judiciaire et militaire, - encouragée par l'approbation de la classe bourgeoise d'une part, opposée à quelques centaines de pauvres travailleurs n'ayant pour tout soutien que la solidarité de leurs semblables, qui commencent seulement à avoir conscience de la communauté leurs intérêts. Dans de telles circonstances, quel courage, quelle fidélité, quel enthousiasme doit être nécessaire! Comme elle est naturelle, parfaitement humaine, la reconnaissance et l'estime envers ceux - quels qu'ils puissent être - qui, ayant un talent oratoire ou un privilège social quelconque, aident, encouragent et fortifient les combattants! Pour ma part, reconnaissant le danger et les difficultés du conflit, je me réjouis mille fois plus aux témoignages de l'esprit de solidarité que je ne regrette que ce soient des politiciens qui aident à le mettre en lumière, car je constate que, dans ce cas, la politique a vraiment peu à faire en la matière, du moins chez les grévistes.

Je suis anarchiste, je méprise la loi, mais je pense qu'il faut laisser la raison et non pas la passion conduire les hommes dans chaque conflit. D'ailleurs, non pas par respect pour la loi, mais parce que dans les conditions actuelles du conflit économique, je reconnais non seulement qu'il n'y a presque rien à gagner, mais même qu'il y a probabilité de perdre tout par une violation ouverte de la loi, j'approuve cette attitude pacifique. S'il n'y avait, pas une stricte solidarité, une entente mutuelle, et une action concertée parmi les grévistes, la grève cesserait immédiatement. Sans l'appui de leurs camarades de travail, par tout le pays, comment pourraient-ils la continuer?

Maintenant, c'est un fait que la plus grande partie des grévistes et de ceux qui sympathisent avec eux croient dans les bons effets de la législation. Aussi, si à ce moment quelqu'un d'eux recourait à des attentats

individuels, c'en serait fini de l'attitude pacifique des grévistes; immédiatement l'harmonie cesserait entre eux, l'appui du public leur manquerait, et la grève serait perdue. Il s'ensuivrait un massacre et des milliers de gens qui, aussi longtemps que les grévistes restent pacifiques, ne peuvent les condamner, agiteraient l'opinion publique contre eux, et justifieraient la violence du gouvernement. En outre, le révolté individuel ne réussirait pas à convaincre ses camarades de l'injustice inhérente à toute loi imposée.

Enfin, pour réussir à inculquer la vérité que nous possédons, il est nécessaire de prendre en considération toutes les circonstances actuelles dont il faut tenir compte à chaque occasion. En cette occurrence, le succès de la grève est d'une primordiale importance.

Notre sympathie pour les grévistes les convaincrat que nous ne sommes pas leurs ennemis (comme le leur disent leurs meneurs) et disposerait leurs esprits à écouter nos arguments. Tandis que ledit article est plus propre à exciter leur indignation contre nous, et à donner une apparence de vérité aux imputations des meneurs à notre égard».

A. HENRY.

Avec la lettre de Mme Henry, nous en avons reçu une autre datée d'Oyonnax, toujours au sujet du même article, et dont le signataire se proclame «*simple socialiste*». Dans cette lettre, le signataire nous demande qu'on lui indique les moyens, pour les ouvriers, «*de revendiquer leurs droits, sans courir le risque d'être fusillés ou embarqués pour un Gabon quelconque*».

A notre correspondant d'Oyonnax, notre réponse sera courte:

Nous ne connaissons aucun moyen pratique de résoudre pacifiquement la question sociale. Nous sommes convaincus que la force seule peut arracher des concessions aux exploiters - économiques et politiques. - Et c'est parce que nous sommes persuadés que les travailleurs seront forcés d'emporter, de haute lutte, leur affranchissement, que nous nous révoltons contre ceux qui viennent leur prêcher le calme et le respect de la légalité. Ce n'est donc que lorsqu'ils n'auront plus peur «*d'être fusillés ou d'être envoyés au Gabon*» que les travailleurs trouveront les moyens de s'affranchir, économiquement et politiquement.

Quant à la lettre de la compagne Henry, si nous la débarrassons de toutes les phrases accessoires, nous pouvons-la réduire aux cinq objections suivantes:

1- Nous faisons aux politiciens un grief de leur popularité, tandis qu'ils la font servir au bien des grévistes. 2- Nous leur faisons un crime de ne pas avoir conseillé aux verriers de tout chambarder. 3- Nous regrettons que les verriers ne se soient pas livrés à des actes de révolte individuels. 4- Nous ne voyons pas l'admirable esprit de solidarité qui s'est développé dans cette grève, tant de la part des grévistes que de tous les travailleurs qui leur sont venus en aide. 5- Enfin, nous oublions que, si les ouvriers sortent victorieux de cette lutte, ce sera une grande victoire du travail sur le capital!

Comment s'étonner de la lenteur de l'idée à pénétrer les cerveaux; comment se révolter de voir la masse si réfractaire aux idées d'affranchissement, quand, après quinze ans de propagande, quinze ans de controverse et de discussion, sur l'élucidation de nos idées, période où les livres, brochures, journaux, placards, etc..., ont été répandus par millions, nous voyons une camarade tirer, de l'article du camarade Guy, une conclusion et opposer les mêmes objections que pourrait nous faire le bourgeois le plus ignorant de nos idées.

La camarade Henry se trompe. Nous ne reprochons pas aux députés socialistes leur popularité. Si nous ne nous prêtons pas à la déification des individualités, il ne nous froisse nullement d'en voir acquérir de la notoriété, s'ils l'emploient à la propagation d'une idée vraie à la défense d'une cause juste; ce qui nous révolte, c'est quand nous voyons les ambitieux se tailler une réclame sur les souffrances des miséreux, et dans l'espoir d'acquérir de l'influence dans le monde politique, les mener de gaieté de cœur à une déception.

C'est surtout parce qu'elle a débuté sur une question de solidarité que cette grève nous a été, dès l'abord, sympathique. Nous aussi, nous nous réjouissons de voir que les travailleurs savent, à l'occasion, développer leur esprit de solidarité! Et c'est aussi parce que, dès le début, la lutte s'était bien posée entre les exigences du capital et les revendications ouvrières, que nous déplorons de la voir s'effondrer en une simple question de maintien de tarifs. Nous aussi, nous voudrions voir les travailleurs faire triompher leurs réclamations; non

pas que nous y verrions une grande victoire, puisque ça ne serait que le maintien du «*statu quo*», mais tout simplement parce que l'on est toujours heureux de voir triompher la justice sur l'exploitation, même sur un point des plus futiles du litige. Mais ce sont là questions de détail sur lesquelles nous aurons à revenir, en répondant à la question principale qui est celle-ci:

«Vous reprochez aux grévistes de ne pas avoir accompli d'actes de violence; vous faites un crime aux députés socialistes de ne pas avoir prêché le massacre et la violence», nous dit-on. La camarade Henry croit-elle donc qu'entre le prêche à la résignation, à l'aplatissement, et le respect de la légalité, il n'y ait pas de place pour une propagande virile sans avoir recours à la provocation stupide, à la violence hors de propos?

Comment pourrions-nous faire aux orateurs socialistes un crime de ne pas prêcher aux verriers de tout tuer et de tout saccager, quand nous savons qu'un langage semblable aurait pour premier effet - en laissant de côté l'intervention certaine de l'autorité - de faire passer celui qui le tiendrait pour un agent provocateur et de le livrer, peut-être, aux fureurs irréflechies de la foule?

Nous savons également que, si, en des cas de fermentation, l'intervention de certaines individualités peut être néfaste, en empêchant, pendant un certain temps, la foule d'agir, nous savons, par contre, que, quelle que soit la notoriété des intervenants, ceux-ci seront toujours impuissants à pousser les foules à l'action, si des causes plus intimes, plus profondes, ne les y incitent à l'avance. Nous ne reprochons donc pas aux députés socialistes de ne pas avoir prêché la guerre, mais d'avoir employé tous leurs efforts à l'arrêter au cas où elle aurait été possible.

«Les travailleurs auraient été vaincus, nous objecte-t-on; il y aurait eu massacre, répression, terrorisme». Ç'aurait été faire le jeu des capitalistes, nous répond-on... Qu'en savent nos contradicteurs? Ils affirment que la révolution, seule, affranchira les travailleurs; s'imaginent-ils donc que cette révolution commencera au son des violons, et que les premiers projectiles seront, comme à une bataille de fleurs, des roses et des lis?... Le mouvement serait prématuré? Qui peut savoir, lorsqu'une émeute éclate, ou elle s'étendra, où elle finira? Si les travailleurs attendent que leurs chefs en donnent le signal, ils attendront longtemps sous l'orme, car ceux-ci reculeront toujours devant les responsabilités. Et cette hésitation, après tout, est très humaine. Qui, à moins d'être entraîné par un sectarisme étroit, un égoïsme féroce de caste, ne réfléchira pas aux morts et aux misères qui résulteraient d'un mouvement vaincu? Tout homme qui a un cerveau humain, hésitera toujours à assumer responsabilité semblable. Il n'y a que l'esprit anonyme des foules qui ne s'embarrasse guère de sensibilité: laissons-le donc agir.

Si, moins avide de réclame, plus soucieux de dire la vérité, il s'était trouvé quelqu'un capable de se faire écouter des ouvriers de Carmaux, voici ce qu'il serait allé leur expliquer:

«Camarades! vos exploiters ayant voulu mettre sur le pavé ceux de vos collègues que vous aviez choisis pour aller discuter vos idées, vous avez fait cause commune avec vos délégués, et les avez défendus contre vos exploiters, vous n'avez fait que ce que vous deviez faire: ce n'est qu'en se solidarissant très étroitement que les travailleurs pourront lutter avec avantage contre leurs exploiters: où vous avez eu tort, c'est de suivre ensuite le conseil d'accepter le renvoi de vos camarades et de terminer ainsi piteusement la grève.

Mais, vos maîtres, pour vous punir de votre essai de solidarité, veulent aujourd'hui vous imposer des conditions nouvelles de travail, et ne veulent vous reprendre qu'en vous imposant une réduction de salaire. Vous n'acceptez pas leur ultimatum, vous défendez la bouchée de pain des vôtres ici encore vous avez raison, nous sommes avec vous.

Mais!... que vous soyez vainqueurs ou vaincus; que vous réussissiez à maintenir vos salaires, ou que vous subissiez la réduction, soyez, bien convaincus d'une chose, c'est que votre situation n'en sera en rien changée. En face de ceux qui vous emploient, elle ne sera ni plus ni moins précaire, vous n'en serez pas moins toujours à leur merci, ni plus, ni moins exploités.

Vous avez raison de défendre, avec acharnement, les quelques sous que l'on veut rogner à votre salaire déjà insuffisant. Mais cela n'est qu'un incident bien modeste à la lutte que vous avez à entamer, si vous voulez, vous émanciper complètement, si vous voulez, vous débarrasser définitivement de la tutelle que font peser suivons ceux qui se sont faits vos maîtres.

Si vous voulez, entrer en possession de tout ce qui vous appartient, jouir en paix de toutes les douceurs de la vie, acquérir toutes les connaissances dont votre cerveau est susceptible de s'imprégner, ce n'est pas à une simple question de salaire que doivent se borner vos réclamations et vos luttes... C'est à l'expropriation de la classe capitaliste que doivent tendre vos efforts, c'est à la destruction de toute autorité que vous devez, aspirer.

Par ce qui se passe ici, vous devez comprendre que vos maîtres politiques sont les fidèles alliés de vos maîtres économiques; que toutes les forces sociales n'ont d'autre but que de les protéger tous contre vos réclamations, si modestes soient-elles. Cela vous donne la mesure de ce que vous avez à attendre des uns et des autres.

Nous ne nous reconnaissons pas le droit de prêcher aux autres ce que nous ne faisons pas nous-mêmes. Mais, sachez-le une fois pour toutes, tant que vous vous bornerez à supplier, tant que vous courberez l'échine, vous n'obtiendrez que des menaces et des provocations. Le pouvoir politique dont ils se sont emparés, et dont vous consacrez l'usurpation en prenant part à leur comédie du vote: toute la richesse qu'ils détiennent et dont ils vous ont spoliés, tout leur met en main la force de résister à vos demandes. Ils ne vous accorderont rien que vous ne le preniez. Ils ont la force du capital, la force administrative et judiciaire, la force militaire et policière, mais vous avez celle du nombre. A vous de savoir quand vous voudrez avoir celle de la Volonté».

Certes, nous ne sommes pas naïfs au point de croire que ce langage aurait pour effet de lancer, comme un seul homme, les grévistes dans la rue, d'en faire des révoltés conscients de leurs droits et de leur rôle. Mais c'eût été le seul conforme à la vérité, à la situation.

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait? - On a fait croire aux travailleurs que, s'ils restaient calmes et passifs, ils obtiendraient, «*sûrement*», la victoire sur leurs maîtres. Bien mieux! ou s'est évertué à leur prouver que c'était le seul moyen d'en triompher. On leur a exagéré les effets de cette victoire; on la leur a montrée comme devant avoir un effet décisif sur leur émancipation, tandis qu'au fond elle ne ferait que consacrer l'état de choses antérieur à la grève.

Or, parce qu'ils auront obtenu de gagner quelques sous de plus, parce qu'ils seront arrivés à empêcher une diminution de salaire, les ouvriers en seront-ils moins exploités? La solution de la question sociale en sera-t-elle avancée d'un pas? Quel effet appréciable cette victoire aura-t-elle sur l'ensemble de l'exploitation humaine? - Un seul, tout moral, c'est d'apprendre aux travailleurs qu'ils peuvent être les maîtres, s'ils savent vouloir davantage.

Non, nous ne croyons pas que quelqu'un ait le droit de dire aux foules: *Révoltez-vous!*; nous ne reprochons donc pas aux orateurs socialistes de ne pas l'avoir fait, mais nous croyons que c'est se faire les auxiliaires des capitalistes en allant tromper leurs victimes sur les résultats de la lutte engagée; que c'est tromper les travailleurs en essayant d'endormir leurs colères, et c'est cela que nous reprochons à tous les pitres de la politique, qui ne voient dans les souffrances endurées par les grévistes qu'un tremplin électoral qui doit les faire rebondir au pouvoir.

Jean GRAVE.
